
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59592

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

parallèlement à ses prises de position politiques. Au fur et à mesure qu'il prend ses distances par rapport au Komintern, il privilégie ainsi une ligne politique plus consensuelle, en 1939 par exemple, lorsqu'il réussit à rassembler, pour le lancement de la revue *Die Zukunft*, des auteurs aussi différents que M. Sperber, ex-communiste lui aussi, Herriot et Delbos, tous deux radicaux, S. Grumbach, socialiste, et des conservateurs allemands tels que Treviranus et même l'ancien national-socialiste Rauschnig. L'objectif politique a changé, lui aussi: désormais, il ne s'agit plus d'éviter la guerre avec l'Allemagne, mais de la rendre aussi brève que possible pour pouvoir, à terme, intégrer ce pays dans une structure européenne du type des démocraties occidentales.

L'évolution politique de *Die Zukunft* est magistralement analysée par U. LANGKAU-ALEX dans l'article intitulé »Die Zukunft« der Vergangenheit oder »Die Zukunft« der Zukunft». Les articles de ROUSSEL et de LANGKAU sont parfaitement complémentaires, car celui de LANGKAU étudie la dernière période de l'activité propagandiste de Münzenberg. Si ROUSSEL s'intéresse à la logique de la »nouvelle politique« à travers la rupture de Münzenberg avec le communisme, LANGKAU démontre que cette politique fut réellement nouvelle au sens où elle préfigure les projets pour l'après-guerre, c'est-à-dire s'intéresse vraiment à l'avenir, conformément au nom de la revue. Celle-ci constitue aussi, et ce n'est pas là l'un de ses moindres mérites, un forum où se forment de nouvelles alliances antifascistes qui vont bien au-delà du militantisme de »Paix et Liberté« et autres »Comités mondiaux contre la Guerre et le Fascisme«. Trotsky avait dit que, contre le fascisme, il s'allierait même avec le diable, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché ses émules de mener une politique des plus sectaires. Ironie de l'histoire, l'un des rares à surmonter les clivages entre groupes anti-nazis fut un »rénégat« du communisme. C'est l'intérêt de l'ouvrage que de proposer ce genre d'analyses.

Fritz TAUBERT, Paris

Bernd STÖVER, *Volksgemeinschaft im Dritten Reich. Die Konsensbereitschaft der Deutschen aus der Sicht sozialistischer Exilberichte*, Düsseldorf (Droste) 1993, 466 p.

A partir du constat qu'en raison d'un tabou persistant l'historiographie allemande a longtemps éludé la question de l'adhésion massive de la population allemande au régime nazi, cette thèse d'histoire, soutenue en 1991 à l'Université de Bielefeld, développe l'analyse du phénomène en se fondant sur les bulletins d'information de la direction social-démocrate en exil (Sopade) et de son aile gauche, le groupe »Neu Beginnen«. Sources dont l'auteur ne méconnaît pas les faiblesses dues aux conditions spécifiques de l'émigration, mais qu'il estime pour le moins aussi crédibles que les rapports officiels des différents organes du Reich. D'autant plus que ceux des instances locales et régionales, les plus significatifs en la matière, ont été systématiquement détruits avant l'arrivée des troupes alliées.

Après un exposé peut-être un peu trop succinct (20 p.) de la conception national-socialiste de la »communauté du peuple« – question, il est vrai, déjà largement traitée par les historiens – une présentation détaillée de l'organisation social-démocrate allemande en exil, de sa conception de la résistance et de son système d'information, objet de la seconde partie s'imposait. La troisième partie examine les différents motifs de consensus sous le III^e Reich, tels qu'ils se dégagent des informations diffusées par la gauche en exil. A savoir: retour à l'ordre et à la sécurité après le chaos de la crise, amélioration des revenus et des perspectives de promotion sociale, orientation de la politique intérieure et extérieure soutenue par une intense mobilisation idéologique contre le bolchevisme et la »subversion juive«. Sans oublier l'organisation des loisirs collectifs et le mythe du Führer.

La dernière partie, la plus subjective de l'analyse des exilés, est consacrée à l'évaluation du degré d'adhésion au régime des différentes couches de la société sur la base des consultations électorales, notamment dans les entreprises, la participation aux organisations nazies et aux

manifestations de masse ainsi que les dénonciations d'opposants pratiquées jusque dans les rangs de la Wehrmacht. L'accent est également mis sur l'attrait de la politique nazie chez les jeunes des deux sexes. Mais Stöver critique à juste titre la thèse, jugée excessive, déjà propagée par la gauche à la fin de Weimar, selon laquelle les femmes se seraient ralliées en plus grand nombre que les hommes au parti d'Hitler et l'auraient de ce fait porté au pouvoir. De même qu'il ne souscrit pas à l'interprétation selon laquelle l'utilisation du »salut allemand« par les juifs du Reich aurait signifié leur acceptation du régime.

Quant à la »Solution finale«, si les informations de la gauche en exil constatent qu'une grande partie de la population est gagnée par la propagande aux thèses de la ségrégation des juifs, qu'elle admet la nécessité d'une solution de la »question juive« sans avoir d'idée précise sur sa nature, que la plupart connaissent l'existence des camps de concentration et assistent passivement au pogrom de novembre 1938, elles soulignent essentiellement l'indifférence au sort des juifs à partir de la guerre dans la mesure où celui-ci ne touche pas directement un de leurs proches. Attitude différente de celle concernant l'»euthanasie« des malades mentaux »aryens«.

En conclusion, l'auteur montre clairement la tendance de la gauche allemande en exil à surévaluer les divergences au sein de la vieille garde nazie et la volonté d'opposition de la bourgeoisie tout en soulignant non sans réalisme l'adaptation des milieux ouvriers. Attitude qui correspond, selon lui, à la volonté des dirigeants SPD, déjà perceptible sous Weimar, de s'ouvrir davantage aux différentes composantes de la bourgeoisie.

Complété par une bibliographie, un index des lieux et personnes cités, cet ouvrage apporte un éclairage original à une question encore largement controversée.

Rita R. THALMANN, Paris

Beatrix HEINTZE, Walter Cramer (1886 bis 1944). Ein Leipziger Unternehmer im Widerstand. Dokumentation, Köln (Deutscher Instituts-Verlag) 1993, 188 S.

Mit dem vorliegenden Buch über ihren Großvater Walter Cramer, das maßgebende Vorstandsmitglied der Kammgarnspinnerei Stöhr & Co. in Leipzig in der Zwischenkriegszeit, hat Beatrix Heintze eine bisher kaum bekannte Persönlichkeit aus dem deutschen Widerstand gegen Hitler gewürdigt. Wenngleich seit der Wiedervereinigung mit der im Sächsischen Staatsarchiv Leipzig lagernden Firmenkorrespondenz die wichtigsten Dokumente zur Tätigkeit Cramers uneingeschränkt zugänglich sind und die Autorin auch eine Reihe von Papieren im Privatbesitz der Familie benutzen konnte, hat sie doch keine Biographie geschrieben. Denn die auf Cramer zurückgehenden Schriftstücke berühren meist nur andeutungsweise die Gedanken und Aktivitäten, die ihn als Oppositionellen qualifizieren. Da es ihr daher nicht möglich war, ein umfassendes Bild seiner Persönlichkeit zu zeichnen, hat sie sich für eine »Dokumentation« entschieden, in der ausführlich aus den vorhandenen Quellen zitiert wird.

Nach diesen Zeugnissen war Cramer ein tüchtiger Unternehmer, der sich durch sein soziales und humanitäres Engagement nicht nur gegenüber der Belegschaft des Betriebs, sondern auch gegenüber den seit 1942 dort eingesetzten Fremdarbeitern auszeichnete. Dem Nationalsozialismus stand der entschiedene Vertreter des freien Unternehmertums ablehnend gegenüber und versuchte, dessen Einfluß auf den Betrieb möglichst zu verhindern. Über seinen engen Freund, den ehemaligen Leipziger Oberbürgermeister Goerdeler, geriet er in Kontakt mit dem Widerstand gegen Hitler. Aufgrund seiner häufigen Reisen zwischen Leipzig und der Hauptstadt wurde er zu einem wichtigen Verbindungsmann zwischen Goerdeler und den Verschwörern in Berlin. Heintze kann zwar nachweisen, daß er, wie sein Mentor, Kontakte mit der Generalität zu halten und diese zum Handeln zu bewegen suchte; Einzelheiten über derartige Versuche enthalten die Quellen jedoch nicht. Das gleiche gilt für Cramers Vermittlungsaktionen gegenüber dem Ausland während des Krieges, die wahrschein-